

PREVENTIQUE
la Revue de la Sécurité
et de la Performance
dans l'Entreprise

est éditée sous le parrainage de
l'ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE
par AIF SERVICES S.A.
10, rue de Calais - 75441 PARIS CEDEX 09
Tél. (1) 48 74 02 20 - Télex 649377

Directeur de la publication :
Pierre BERTRANDIAS.

Comité directeur :
Président : Pierre BERTRANDIAS.
Membres : Philippe GUIBERT,
François de LA MALENE,
Marie-José MARGOT,
Serge BEUCLER.

Directeur de la rédaction :
Serge BEUCLER.

Comité de rédaction :
Gérard BLOTT,
René BOURILLOT,
Jean-Michel HANTZ,
Jean-Louis LADAME,
Christian PACHAUD,
Henri de VIBRAYE.

Secrétaire de rédaction :
Danielle RAMBEAU.

Assistante de rédaction documentaliste :
Danielle FARRUGIA.

Révision :
Marie-Thérèse LAFARGUETTE

Secrétariats :
Jeannine SURMONT,
Josiane LEBRAUD.

Fabrication :
Jean-Pierre CARIGIET.

Maquette :
D.P.A. Daniel ROULET - Limoges.

Photocomposition :
COMPOSTYLES - Limoges.

Photogravure :
TETRACOLOR - Limoges.

Impression :
CENTRE IMPRESSION - Limoges.

Marketing et Direction des Ventes :
Jean-Michel HANTZ

Administration des ventes et abonnements :
Jeannine SURMONT.

Publicité :
Michèle LABRACHERIE.

AIF SERVICES
S.A. au capital de 3.200.000 F
R.C.S. Paris B 692.026.693

Siège :
10, rue de Calais - 75441 PARIS CEDEX 09
Tél. (1) 48 74 02 20 - Télex 649377

Centre administratif et laboratoire d'essais :
Z.I. Magré - 87000 LIMOGES - Télex 590884

Délégations régionales :

Dépôt légal : 883-1975.
**Commission paritaire des publications
et agences de presse :**
en cours de réexamen.

POUR VOUS ABONNER
FORMULE PAGE 129

6 numéros par an	
Abonnements	T.T.C.
France	312 F
Etranger	460 F
Le numéro	50 F

En raison de l'actualité, nous
avons dû empiéter sur la place réservée
à la liste de nos conseillers techniques.
Nous nous en excusons auprès d'eux.

CATASTROPHES: MODE

T C H E R N O B Y L : R E

Tchernobyl, une lame de fond

Lundi 28 avril 1986, les radios font état d'informations dont on mesure immédiatement le potentiel de destabilisation.

Une "révélation" suédoise : voici d'emblée le terrain de la dissimulation.

Un communiqué de très hauts dignitaires soviétiques faisant état de blessés : voilà une mobilisation d'officiels étrangement disproportionnée.

Une répétition du mot "explosion" : le mot que l'on avait tout fait pour extrader du territoire nucléaire. Une incertitude, classique en situation de catastrophe, qui se mue ici en l'absence quasi-totale d'informations. Une aggravation-fluctuation constante dans les bribes de diagnostics établis à partir de satellites espions et de radios amateurs. Des messages contradictoires donnés simultanément par les médias. Des démentis qui ne font qu'alimenter les spéculations et le malaise, bientôt la hargne - alors qu'en pareilles circonstances la compassion est d'ordinaire largement partagée. Un événement à l'échelle d'un continent, qui, pour la première fois, fait percevoir à tous combien il n'y a qu'une seule terre.

Un événement qui jette une ombre sur le long terme, le très long terme. Un choc qui par ricochet affecte des pans entiers d'activité, jusqu'à la Bourse de Chicago. Un ébranlement beaucoup plus sourd, qui affecte à la base les rapports de chacun et de tous à la technologie et réactive des débats de fond sur les choix en ce domaine.

Les enjeux, les mots, le vide : tout concourt à éveiller la plus grande attention des responsables et des analystes. Et la suspicion de l'administré, acteur essentiel dans tout

événement de cette nature. Ce dernier attend confusément le déroulement du scénario classique : des officiels venant prononcer le mot impossible tout en disant qu'on ne sait rien, venant apporter des assurances formelles qui risquent d'être bientôt démenties. Que le processus s'enclenche et l'on construira bientôt un bourbier dont les meilleurs ne pourront s'extirper. La dynamique de turbulence dériverait alors sur la peur paralysante, la rumeur incontrôlable, les conflits généralisés et stériles.

Tchernobyl, non la fin du monde mais bien une catastrophe majeure

C'est la défaillance nucléaire de grande échelle, celle qui fut au cœur des discussions et oppositions au moment où se mettaient en place les choix nucléaires. Celle qui conduisit ici sous l'autorité de l'Etat à prendre des précautions techniques autrement plus strictes que dans les industries nées au XIX^e siècle.

Mais ne nous arrêtons pas au dernier événement en date. 1984 a montré, avec Mexico et Bhopal, que les catastrophes chimiques aussi pouvaient peser lourd : entre 3.000 et 8.000 morts pour ces deux accidents.

La capitale du Madhia Pradesh aussi, aurait pu être très durement affectée.

Et n'écartons pas non plus les risques en gestation : les accidents d'épidémie bactérienne notamment.

Sur ces grands dossiers, nos sociétés ne sont pas prêtes. Les risques majeurs et les vulnérabilités restent encore largement à expertiser - même si, grâce à l'intelligente détermination de l'Etat (à l'échelle

D'EMPLOI?

A l'heure où nous mettions sous presse ce numéro de *Préventique*, nous apprenions l'accident survenu en U.R.S.S.. L'importance de l'événement, nous a paru justifier de remplacer l'éditorial par un commentaire, que nous avons demandé à un chercheur de renommée internationale, que nos lecteurs connaissent bien : Patrick Lagadec, du Laboratoire d'Econométrie de l'Ecole Polytechnique, et auteur notamment de "La civilisation du Risque", étude parue aux éditions du Seuil.

s.b.

P E R E S P O U R U N E R E P L I Q U E

nationale comme européenne), des points significatifs ont pu être marqués ces dernières années. Des problèmes comme celui des distances d'éloignement entre villes et sites industriels sont loin d'être maîtrisés.

Les capacités d'intervention en cas de sinistres de grande ampleur - sujet tabou s'il en est - font défaut. L'information des populations en est au stade de l'enfance.

L'aptitude des grandes organisations à traiter des dynamiques de crise est souvent des plus réduite. Le capital de confiance dont jouissent les responsables se présente comme limité ou fragile.

Une " nouvelle donne " est absolument nécessaire et elle va au-delà de simples ajustements techniques.

C'est notre " culture " qui doit aujourd'hui évoluer : culture de nos organisations, culture des citoyens, culture des dirigeants.

Tchernobyl-Bhopal : des repères, des propositions.

Une fois encore le Risque Technologique Majeur, et les situations de crise post-accidentelle se posent en défi. Il est impératif de ne plus se voiler la face en préférant, jusqu'à la caricature, un " optimisme " de façade à une intelligente lucidité. Il est urgent de se doter de moyens d'apprentissage sur la question - associant à la fois experts, décideurs, représentants des personnels, administrés, médias.

Qui engagera sur ce défi la volonté et les moyens nécessaires pour briser tabous et habitudes, pour franchir des seuils réellement significatifs ? La robustesse de nos grands systèmes d'activité comme la solidité des rapports entre Techniques et Sociétés, sont des clefs essentielles de notre développement. Une

nouvelle frontière est ici à reconnaître et à explorer, sinon à conquérir.

Pour l'heure - puisque le moment n'est pas encore venu de tirer des leçons mais de traiter l'immédiat - disons que le problème est moins de se montrer " rassurant " que d'être clair, sérieux et crédible. L'épreuve la plus déstabilisante pour des populations n'est pas de devoir faire face à une situation difficile, mais de ne pas être en mesure de se déterminer sur la véracité des propos des officiels.

Risques Technologiques majeurs : un Groupe de propositions.

On ne saurait passer l'événement par profits et pertes en attendant que l'oubli fasse son œuvre, en espérant conjurer par le silence et l'inaction les effets pervers du sinistre. Il y faut des réponses techniques, il y faut une réponse institutionnelle, comme le Président des Etats-Unis l'avait compris après le choc de Three Mile Island, en nommant la commission Kemeny - un groupe de personnes comprenant experts et décideurs, mais reflétant aussi, dans sa composition, la société américaine.

Avec l'appui très ferme des plus hautes autorités politiques, économiques et sociales du pays, on devrait pouvoir créer un petit groupe de propositions : des experts, bien sûr, mais aussi des personnes reflétant la diversité du pays ; des responsables choisis non *à* qualités, mais en fonction de leur capacité d'innovation sur un terrain aussi difficile.

Il n'en manque certes pas, il suffirait de libérer bien des créativité, découragées au cours des ans, le sujet ayant souvent levé trop d'inquiétude. Où localiser pareille initiative ? Ce pourrait être, par exemple, le Parlement et son Office d'Evaluation Technologique.

Ce groupe soumettrait à la réflexion des uns et des autres, dans les mois

qui viennent, une série de lignes d'action et de mesures concrètes susceptibles de renforcer, autrement que par le verbe et l'incantation, une confiance dangereusement ébranlée. Décideurs, experts, citoyens : tous ont besoin aujourd'hui de se re-définir des points de repères, des objectifs, des stratégies et des modalités d'action. Bien évidemment, ce groupe travaillerait sur l'ensemble du dossier des Risques Technologiques et non sur le seul problème nucléaire qui, en dépit de l'actualité, ne semble pas le plus préoccupant pour notre pays.

Gestion de crise : un Groupe permanent d'étude et d'apprentissage.

Dans un cadre indépendant, il serait urgent de mettre sur pied, un groupe de recherche chargé de suivre en continu les problèmes de maîtrise des situations de crise post-accidentelle. Il est clair - bien des cas récents l'ont montré, souvent jusqu'à la caricature - qu'il y a là un vide très préoccupant. Naturellement, pareil groupe n'aurait pas vocation à se substituer aux états-majors existants (ou qui devraient exister), mais serait là pour nourrir les principes de l'action opérationnelle : en étudiant tous les cas significatifs survenant dans le monde, en proposant un matériel et un cadre pédagogique ; en montant des exercices de simulation, permettant aux uns et aux autres de s'exercer à anticiper les défis posés par les défaillances potentielles liées au développement de nos systèmes complexes... et à y répondre en disposant au moins de quelques références ne contraignant pas à l'improvisation quasi-constante en des moments critiques. Là aussi des capacités existent : il s'agit surtout de les rassembler et de vouloir en tirer un profit utile au pays.

Jeudi 1^{er} Mai 1986
Patrick Lagadec